

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE DESCUBES

« Chez Bernard » 17520 Archiac

Références : 2026_662_UbD16-86_Env

Code AIOT : 0007206449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement DISTILLERIE DESCUBES implanté au lieu-dit « Chez Bernard » 17520 Archiac. L'inspection a été annoncée le 26/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre d'un projet d'extension, la distillerie Descubes a obtenu le 24/11/2021 un nouvel Arrêté Préfectoral d'Enregistrement pour l'exploitation de 6 alambics supplémentaires, regroupés au sein d'une seconde distillerie sur le même site.

La visite d'inspection s'est principalement portée sur le récolement des prescriptions applicables à cette seconde distillerie, même si les autres installations du site, autorisées avant 2021, ont également été visitées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE DESCUBES (ex Pampres dorées)
- Chez Bernard 17520 Archiac
- Code AIOT : 0007206449
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise DISTILLERIE DESCUBES exploite sur son site d'Archiac des installations de production par distillation d'alcools de bouche (rubrique 2251), soumises à enregistrement au titre de la nomenclature des ICPE (une première distillerie de 12 alambics de 25 hl et une seconde comprenant actuellement 4 alambics sur les 6 qu'elle peut accueillir et autorisée en 2021 (extension)). Elle bénéficie à ce titre d'un AP d'enregistrement, en date du 24/11/21.

Le site accueille également des installations ou activités soumises à déclaration au titre de la nomenclature des ICPE: activité de vinification (rubrique 2251), stockage d'alcools de bouche (rubrique 4755), stockage de gaz inflammable (rubrique 4718).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites de la visite d'inspection précédente	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Dispositions constructives - distillerie 2	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14.II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Désenfumage - distillerie 2	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Détection de vapeurs inflammables et de liquides en point bas	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 19 et 28	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
15	Réserves incendie	Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 2.2.1	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dossier ICPE	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 4	Sans objet
3	Volumes d'activité - respect des QSP	Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 1.2.1	Sans objet
4	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26	Sans objet
7	Propreté et stockage interdit - distillerie 2	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, articles 9 et 29	Sans objet
8	Transfert d'alcools - distillerie 2	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14	Sans objet
9	Équipements - distillerie 2	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, articles 20 et 21	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Confinement et capacité de rétention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 2.2.2	Sans objet
12	Foyers inversés	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 68	Sans objet
13	Aire de dépotage	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 30	Sans objet
14	Devenir des vinasses	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
16	Citerne gaz	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une grande partie des non-conformités identifiées lors de la précédente inspection ont pu être levées.

Concernant l'inspection de 2026, les suites proposées sont principalement des demandes de justificatifs propres à la seconde distillerie, contrôlée pour la première fois suite à son autorisation préfectorale datant de 2021.

La non-conformité concernant la réserve incendie, et pour laquelle une action corrective est attendue, fera l'objet d'un suivi attentif de la part de l'inspection des installations classées.

A ce stade, aucune suite administrative de type mise en demeure n'est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de la visite d'inspection précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017

Prescription contrôlée :

Suite à la visite d'inspection 15/01/19, certains points de contrôle ont fait l'objet d'une demande de suite (justificatif ou action corrective):

Référence réglementaire	Constats / suites – visite d'inspection 2019
AM 14/01/2011, article 4	L'exploitant doit fournir un nouveau plan de localisation des risques(...)
AM 14/01/2011, article 14	La porte (...) séparant la distillerie et le local de vie du distillateur doit être EI30. L'exploitant s'assurera que c'est bien le cas dans sa distillerie, sinon elle devra être changée.
AM 14/01/2011, article 20	Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs) (...) sont au minimum de degré de protection IP 55. L'exploitant s'assurera que (...) les pompes respectent ce niveau de protection.
AM 14/01/2011, article 21	La distillerie ainsi que les chais doivent disposer, au minimum, de 2 extincteurs de type 144B. L'exploitant s'assurera que les extincteurs manquants soient bien mis en place et en informera l'inspection.
AM 14/01/2011, article 26	Le dernier rapport de contrôle des installations électriques datant de moins d'un an (...) met en évidence des non-conformités. Elles devront être levées.
AM 14/01/2011, article 67	La conduite de gaz extérieure doit être repeinte en jaune.

Constats :

Plan de localisation des risques:

L'inspection a pu consulter le plan de localisation des risques (cf point de contrôle "dossier ICPE").

Caractère EI 30min de la porte séparant la distillerie 1 et le local de vie distillateur:

L'exploitant indique avoir déjà envoyé le justificatif suite au rapport d'inspection de 2019. L'inspection n'a pas de trace de ce document.

Caractère IP55 des appareils électriques:

Les pompes présentes dans la distillerie présentent bien un niveau de protection IP55 au moins.

Extincteurs:

2 extincteurs de type 144B sont bien présents dans chacune des deux distilleries. L'inspection a également pu constater que les 3 chais (chai de distillation BP et chais de stockage MG et BC) en étaient équipés.

<p><u>Contrôle des installations électriques :</u> Le dernier rapport de vérification des installations électriques date du 02/09/25 et les observations relevées ont fait l'objet de réparations (cf point de contrôle "contrôles périodiques").</p> <p><u>Conduite de gaz:</u> La conduite de gaz évoquée a bien été repeinte en jaune.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de renvoyer un justificatif attestant du caractère EI30 de la porte séparant la distillerie 1 et le local de vie distillateur. Les non-conformités des autres points de contrôle de la visite d'inspection de 2019 sont levées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Dossier ICPE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <p>=> Une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne (...).</p> <p>=> L'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation. (...)</p> <p>=> Les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents (...) - le plan de localisation des risques (cf. article 10) ; - le plan général des stockages (cf. article 11) ; - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques, (cf. article 20) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 35) - [...] <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les documents demandés par l'inspection, principalement sous format numérique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Certains documents (plan de localisation des risques par exemple) ayant été plus difficiles à trouver que d'autres, il est souhaitable de les regrouper dans un même dossier numérique afin d'en faciliter l'accès sur demande de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Volumes d'activité - respect des QSP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2250-2	Production par distillation d'alcool de bouche d'origine agricole. La capacité de production exprimée en équivalent d'alcool pur étant : 2. Supérieure à 30 hl/j, mais inférieure ou égale à 1300 hl/j <i>Nota</i> - Pour les installations de distillation discontinue, le seuil prévu de 30 hl/j de capacité de production d'alcool pur est remplacé par un seuil de 50 hl de capacité totale de charge des alambics.	270 hl/j (*) d'alcool pur pour 18 alambics (18 x 25 = 450 hl de capacité totale de charge)	E
2251-B-2	Préparation, conditionnement de vins B. Autres installations que celles visées au A, la capacité de production étant : 2. Supérieure à 500 hl/an, mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an.	11 888 hl/an	D
4755-2-b	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : b) Supérieure ou égale à 50 m³.	415 m³	DC
Constats :			
<p>Les volumes d'activité de la campagne 2024/2025 ont été partagés par l'exploitant: volumes de vinification, de vins passés en chaudière (alambic) et d'eaux-de-vie produites.</p> <p>Le détail de ces volumes (activité de distillation ordinaire et de distillation à façon) avait été envoyé par mail à l'inspection le 10/03/26 (déclaration d'après travaux de distillation pour la récolte 2024, BNIC).</p> <p>Concernant l'activité de stockage d'alcools, l'exploitant a présenté un état de stock de ces 3 chais (chai de distillation et chais de vieillissement MG et BC).</p> <p>=> L'inspection a ainsi pu constater la conformité des volumes d'activité et de stockage vis-à-vis des QSP et des volumes d'activités autorisés dans l'AP d'enregistrement du site.</p> <p>A noter qu'à date, seuls 16 alambics sur les 18 autorisés sont présents et exploités sur site.</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 4 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Par courriel du 10/03/26, l'exploitant a envoyé à l'inspection les rapports de vérification suivants: -Extincteurs: Compte-rendu de vérification périodique délivré par la société SARL Kerfeu, en date du 29/07/25. Conclusion: aucun point de non-conformité. -Installations électriques: Rapport de vérification électrique délivré par l'agence APAVE, en date du 02/09/2025. Conclusion: 2 observations/non-conformités nouvelles: 1) <u>"les coupures et essais des dispositifs différentiels basse tension n'ont pas été autorisés en totalité par l'exploitant"</u> . L'exploitant explique que cela est dû au process de vinification en cours à la date du contrôle électrique (démarrage précoce de la saison). L'inspection demande à ce que ces coupures soient considérées dans le prochain contrôle à effectuer. 2) <u>"tresse de terre pour dépotage camion extérieur chai: continuité défectueuse du conducteur de protection"</u> . L'exploitant a présenté une facture de réparation, délivrée par la société MGC-ELEC en date du 03/11/25, permettant de lever cette non-conformité. -Certificat Q18: Compte-rendu de vérification périodique - Domaine Q18, délivré par l'agence APAVE, en date du 02/09/25. Conclusion: "l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion". -Certificat Q19: Rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge, délivré par Bureau Veritas Exploitation en date du 13/11/25. Conclusion: "Aucune anomalie. Les installations électriques (...) sont propres et correctement maintenues". -Désenfumage: Rapport de visite de désenfumage, délivré par la société Kerfeu le 04/07/25. Conclusion: "Aucune anomalie".

<p><u>-Brûleurs / Installation de refroidissement.</u></p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection un rapport de contrôle en date du 23/10/25 effectué par la société Chavignac.</p> <p>Conclusion: "Aucune observation".</p> <p>L'inspection a également pu consulter le registre de sécurité dans lequel sont renseignées ces vérifications périodiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Dispositions constructives - distillerie 2

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14.II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque la ou les unités de distillation sont situées dans des locaux fermés, les locaux les abritant présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <p><u>Sol</u> : le sol est en matériau incombustible et imperméable.(...)</p> <p><u>Murs</u> : les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2s1d0 et REI 120 (...)</p> <p><u>Charpente/couverture</u> : l'ensemble de la charpente offre une stabilité au feu Broof (t3) au minimum. La toiture est en matériaux légers de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion ou comporte des dispositifs permettant de limiter les surpressions (événements d'explosion, etc.). En cas d'incendie, la chute des éléments de la charpente ne porte pas atteinte à la stabilité des murs extérieurs qui respectent les dispositions ci-dessus. (...)</p> <p><u>Ouvertures/issues</u> : les portes extérieures de la distillerie sont E30</p>
<p>Constats :</p> <p>(distillerie 2)</p> <p>Lors du contrôle, l'exploitant n'a pas pu fournir de justificatif concernant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éléments de toiture/charpente (stabilité au feu et détachement VS murs extérieurs); - le caractère coupe-feu (REI120) des murs. <p>Le caractère coupe-feu E30 des portes a été constaté directement sur les plaques qui y sont apposées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir les documents de type attestation de travaux, facture de matériaux... ou tout autre élément permettant de justifier des caractéristiques mentionnées ci-dessus concernant les murs de la distillerie 2 et sa toiture/charpente.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Désenfumage - distillerie 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. - Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle [...] - Dans les cas de création de bâtiments ou de création d'extension de bâtiment, la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 2 % de la surface au sol du local. - Tous les dispositifs installés [présentent les caractéristiques de] la norme NF EN 12 101-2
Constats : La surface au sol de la distillerie 2 étant de 140 m ² , la surface utile de l'ensemble des exutoires doit être à minima de 2,8 m ² (2% de la surface au sol). L'exploitant n'a pas pu apporter d'élément de justification de la surface utile et de la conformité des exutoires à la norme NF EN 12 101-2. Sur le terrain, l'inspection a pu constater la présence de 4 trappes de désenfumage, ainsi que la présence de commandes manuelles et automatiques proches des issues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier de la surface utile des exutoires et de leur conformité à la norme NF EN 12 101-2 (facture, notice technique...)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Propreté et stockage interdit - distillerie 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 9 et 29
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : article 9 AM 14/01/2011 Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. article 29 AM 14/01/2011 Les stockages d'alcool supérieurs à 40 % VOL sont interdits dans le(s) local(ux) abritant l'(les) unité(s) de distillation en dehors de ceux en cours de distillation. Aucun stockage de matières combustibles n'est autorisé dans le(s) local(ux) abritant l'(les) unité(s) de distillation.
Constats : La distillerie est propre et bien rangée. Aucun stockage d'alcool (>40%) ou d'autre matière combustible n'est présent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Transfert d'alcools - distillerie 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Risques incendie / pollution
Prescription contrôlée : Communication entre la distillerie et le chai de distillation : les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 120 (...) De plus, ces portes sont équipées de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non entre la distillerie et le chai de distillation. Transfert d'alcool : les tuyauteries et les canalisations fixes de transfert d'alcool sont en matériaux incombustibles et parfaitement lutés, munis d'un système de vanne aisément accessible et manœuvrable en toutes circonstances. Lorsqu'elles sont mobiles, les tuyauteries et canalisations de transfert d'alcool font l'objet d'une surveillance permanente de leur état et de leur étanchéité. Les passages dans les murs sont situés au dessus des cuvettes de rétention et sont obturés en dehors des transferts (...)
Constats : Le chai de distillation et la nouvelle distillerie ne communiquent pas entre eux et sont distants d'environ 30m. Les transferts d'alcools depuis la distillerie s'effectuent par canalisations rigides en inox, équipées de vannes d'isolement et de lignage, et enterrées jusqu'au chai de distillation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Équipements - distillerie 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20 et 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Article 20 AM 11/01/11 Mise à la terre des équipements: Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits (...) Protection IP55: Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs...) ainsi que les prises de courant situés à l'intérieur des distilleries sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55. Article 21 AM 11/01/11 [l'installation est dotée] d'extincteurs (...) avec a minima deux extincteurs de type 144B par local de distillation, judicieusement disposés, bien visibles et facilement accessibles ;
Constats : Les installations présentes au sein de la distillerie 2 (alambics et cuvons de réception des eaux-de-vie) sont bien mises à la terre. Par contrôle aléatoire, l'inspection a pu constater le caractère IP55 de certaines pompes présentes dans les locaux. Des La distillerie 2 dispose bien de 2 extincteurs de type 144B, visibles et accessibles, et qui ont fait l'objet d'une vérification le 29/07/25 (cf point de contrôle "contrôles périodiques")
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Confinement et capacité de rétention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de pollution
Prescription contrôlée : Article 28.1.II AM 14/01/11 En cas de création de bâtiment ou de création d'extension de bâtiment, si l'installation a une capacité de production supérieure à 150 hl AP/jour, toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.

<p>Article 2.1.2 APE 24/11/21</p> <p>En complément des dispositions de l'article 28.II de l'AM du 14/01/11 modifié susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes:</p> <p>La capacité de rétention des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, de 140 m³ est maintenue disponible dans le bassin à vinasse de 800 m³. Un dispositif visuel permet de repérer le maintien de cette capacité de rétention dans le bassin.</p>
<p>Constats :</p> <p>La distillerie 2 bénéficie d'un dispositif de confinement externe des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre. Un système de caniveaux les canalise et les dirige vers le bassin à vinasse de 800 m³. Ce cheminement des effluents a été intégré au plan des réseaux. Afin de s'assurer de la disposition permanente de 140 m³ à cet effet dans le bassin à vinasses, l'exploitant a bien installé un repère visuel dans ce dernier.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'état de la partie visible de la géomembrane semblait correct, et le volume dédié au confinement des écoulements accidentels et eaux d'extinction était bien disponible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Détection de vapeurs inflammables et de liquides en point bas

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 19 et 28</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie / pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 19 AM 14/01/11</p> <p>Pour les unités de distillation qui sont situées dans des locaux fermés au-delà d'une capacité de production égale à 150 hl AP/j (...) un système de détection de vapeurs inflammables est installé. Le déclenchement de la détection, à des niveaux de sensibilité appropriés, entraîne une alarme et l'arrêt des unités de distillation. Les niveaux de sensibilité correspondants sont adaptés aux situations. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, les actions d'intervention et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Article 28 AM 14/01/11</p> <p>Au-delà d'une capacité de production égale à 150 hl AP/j, une détection de liquide placée dans un point bas de la rétention du local de distillation est installée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, les actions d'intervention et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, le dispositif de détection de vapeurs inflammables n'a pas été observé. Le dispositif de détection de liquides (en point bas de rétention) n'est pas présent.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - de justifier de la présence d'un dispositif de détection de vapeurs inflammables (facture, photo...) - d'installer un dispositif de détection de liquide en point bas de rétention. <p>Ces dispositifs doivent être présents dans l'ensemble des unités de distillation (1 et 2). Dans les deux cas, l'exploitant justifie que les systèmes de détection point bas et de vapeurs inflammables sont correctement dimensionnés et adaptés aux installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 12 : Foyers inversés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter toute possibilité de contact entre l'alcool et le foyer de combustion, en cas d'implantation d'une nouvelle installation de combustion, si celle-ci n'est pas implantée au sein d'un bâtiment existant abritant déjà une unité de distillation, le foyer de l'appareil de combustion n'est pas situé dans le local abritant l'unité de distillation (foyer dit inversé) ou le foyer de l'appareil de combustion est séparé du stockage d'alcool en cours de coulage par une paroi REI120, dont la hauteur ne peut être inférieure à celle du point de coulage par gravité. [...] la communication entre le local abritant l'unité de distillation et le foyer de l'appareil de combustion [est] munie d'une porte EI 30. Dans le cas des foyers inversés, aucune canalisation de gaz n'est située du côté de l'unité de distillation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les foyers des 4 alambics (6 par la suite) de la distillerie 2 ne sont pas accessibles dans le local de distillation, mais depuis un local technique longeant ce dernier (foyers inversés). De fait, aucune canalisation gaz n'est présente dans le local de distillation. Ces 2 espaces communiquent par une porte dont le caractère EI30 a été constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Aire de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, risque pollution
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles fixées à l'article 28. Le chargement/déchargement des véhicules citernes ne peut être effectué en dehors d'une aire aménagée à cet effet.
Constats : Les 2 aires de chargement/déchargement d'alcools sont bien délimitées et connectées au bassin à vinasses qui est étanche. Le volume de rétention nécessaire est couvert par les 140 m ³ maintenus disponibles (dispositif visuel) au sein du bassin. Des prises de raccordement à la terre pour les camions y sont bien présentes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Devenir des vinasses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque pollution
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : date de l'expédition du déchet, dénomination usuelle du déchet, code déchet, quantité de déchet, adresse de l'établissement d'origine du déchet, raison sociale et adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ...
Constats : L'exploitant a présenté un suivi des vinasses récupérées par l'entreprise Revico (prestataire de l'entreprise pour les opérations de chargement, enlèvement et dépollution de la totalité des vinasses produites par le site) où figurent les informations listées ci-dessus. Par mail du 10/02/26, l'exploitant a envoyé l'ensemble des factures de Revico pour la campagne 24/25. Celles-ci mentionnent, de manière mensuelle, les quantités de vinasses chargées, enlevées et traitées sur le site de St Laurent de Cognac. La somme des volumes mentionnés correspond bien au volume déclaré par l'exploitant, et est cohérent vis-à-vis des volumes d'activité du site. Enfin, l'exploitant a présenté un document délivré par Revico, en date du 17/08/25, attestant de la prise en charge et du traitement de la totalité des vinasses du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Réserves incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2021, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : En complément de la réserve d'eau située à proximité du site, à l'intersection de la route départementale 149 et du chemin communal « Chez Legras », l'installation est notamment dotée des réserves d'eau suivantes : <ul style="list-style-type: none">- une réserve d'eau de 60 m³ située à l'entrée du site donnant sur le chemin communal « Chez Legras ». Cette réserve est dotée de deux reprises de raccordement située à l'opposé l'une de l'autre ;- une réserve d'eau de 120 m³ située derrière le chai de distillation et constituée de deux réservoirs raccordés ensemble. Ces réserves disposent des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permettent chacune de fournir un débit de 60 m³/h.
Constats : Le point d'eau incendie (PEI) public de 60 m ³ situé à proximité du site est référencé par le SDIS17 (A17016.0009) et l'état renseigné est "disponible". Le PEI privé de 60 m ³ à l'entrée du site est également bien référencé (A17016.0020) mais l'état renseigné est "disponibilité limitée". Les anomalies relevées par le SDIS 17 (10/04/25) sont: <i>"Prévoir la mise en place d'un panneau interdisant le stationnement. Modifier la position des tenons au niveau du raccord de refoulement qui doivent être strictement verticaux".</i> Concernant la réserve d'eau située à l'arrière du chai de distillation, l'exploitant a indiqué que toutes les bouches de sortie n'étaient pas en place et qu'elle n'avait pas fait l'objet d'une réception par les services du SDIS17.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant: <ul style="list-style-type: none">- d'effectuer les modifications sur le PEI A17016.0020 (réserve d'eau à l'entrée du site) afin de lever les anomalies relevées par les services du SDIS17 et leur permettre d'y raccorder leurs engins sans difficulté ;- de s'assurer que la réserve d'eau à l'arrière du chai de distillation soit complètement opérationnelle et utilisable (120 m³ requis et connexions pompiers installées), et de la faire réceptionner par les services du SDIS17. (une copie de l'avis de réception sera envoyée à l'inspection). A défaut d'installation réactive des dispositifs requis, une mise en demeure pourra être proposée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article annexe I			
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de gaz en réservoir aérien			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Installations et activités concernées	QSP	Régime
4718-2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations [...] étant : 2. Pour les autres installations : b) Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	26 t	DC
<p><u>Implantation:</u> Une installation de stockage en réservoirs aériens de capacité déclarée au plus égale à 15 tonnes est implantée de telle façon qu'il existe une distance d'au moins 5 mètres entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites du site. Si la capacité déclarée du stockage dépasse 15 tonnes, cette distance est portée à 7,5 mètres.</p> <p><u>Mise à la terre:</u> Les équipements métalliques (...) sont mis à la terre, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits...). L'installation permet le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec le réservoir.</p> <p><u>Vannes:</u> Les vannes sont aisément manœuvrables par le personnel,(...) l'installation est munie d'un bouton d'arrêt d'urgence(...)</p> <p><u>Accès:</u> En l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou dispositifs verrouillables).</p> <p><u>Moyens de lutte contre l'incendie:</u> Les moyens de secours sont au minimum constitués de: - deux extincteurs à poudre "ABC" d'une capacité minimale de 9 kg - pour les réservoirs de capacité déclarée supérieure à 15 t, d'un système fixe d'arrosage raccordé;</p>			
<p>Constats :</p> <p>L'implantation de la cuve aérienne de stockage de gaz semble satisfaire aux distances d'éloignement requises (limite de site et distillerie). Cette zone est totalement clôturée (hauteur de 2m environ) et l'accès s'effectue par un portillon, maintenu fermé à clé. L'installation est bien équipée d'un bouton d'arrêt d'urgence et de vannes de coupure identifiées. Le réservoir est mis à la terre, et l'aire pour le véhicule de ravitaillement dispose bien d'un branchement à la terre. Enfin, concernant la lutte contre l'incendie, 2 extincteurs à poudre ABC sont à disposition au niveau de la clôture, et la cuve aérienne bénéficie d'une rampe fixe d'arrosage à l'eau (qui n'a pas fait l'objet d'une demande de test par l'inspection).</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			